Document generated on 05/22/2025 8 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Le Québec des années 1950 : une époque glorieuse ?

Dominique Foisy-Geoffroy

Volume 24, Number 1, Fall 2015

Le Québec des années 1950

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1033389ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1033389ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Foisy-Geoffroy, D. (2015). Le Québec des années 1950 : une époque glorieuse ? *Bulletin d'histoire politique*, *24*(1), 15–19. https://doi.org/10.7202/1033389ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

DOSSIER

Le Québec des années 1950

Présentation

Le Québec des années 1950 : une époque glorieuse ?

Dominique Foisy-Geoffroy
Bibliothèque et archives Canada

Les années 1950 et l'après-guerre en général demeurent un sujet de fascination pour les historiens. Époque de mutation très importante sur le plan socio-économique, elle s'est doublée au Québec d'une transformation accélérée des mœurs et des valeurs qui s'est traduite par des tensions très vives sur les plans idéologique, politique et religieux. Par ces détours dont l'histoire a le secret, le qualificatif peu flatteur de « grande noirceur », résumant l'obscurantisme généralisé qui aurait régné durant cette période, forgé au cœur des polémiques les plus vives par certains des acteurs de ce drame, est d'ailleurs devenu un des repères incontournables de la mémoire collective québécoise. Pourtant, ce qualificatif simpliste ne rend guère justice à la complexité de cette époque.

La société canadienne-française d'après-guerre est au cœur des débats historiographiques au Québec depuis les années 1960. Les historiens modernistes des années 1950 et 1960 ont d'abord lourdement insisté sur son retard économique, politique et culturel, dont les explications varient selon les écoles de pensée de causes structurelles héritées de la Conquête à des facteurs intrinsèques à la culture et à la mentalité canadiennes-françaises et catholiques. Par la suite, favorisant un retour du balancier, les historiens

dits « révisionnistes » des années 1970 et 1980 ont plutôt souligné la normalité du développement de la société québécoise, utilisant pour ce faire certains indicateurs inspirés des méthodes de l'histoire sociale et économique tels le rythme d'urbanisation, le développement industriel et les taux de syndicalisation. Pour ces historiens, le retard du Québec se limitait principalement aux structures politiques, qui n'auraient réellement été adaptées que dans les années 1960 aux pratiques modernes d'interventionnisme étatique ainsi qu'aux principes d'une fonction publique professionnelle et non partisane. Ces historiens ont beaucoup fait pour rendre la période de l'après-guerre à sa complexité, notamment en remettant le développement économique et social du Québec dans son contexte nord-américain. Finalement, à partir des années 1990, une nouvelle génération d'historiens, plus détachée des polémiques liées à une période qu'elle n'a pas connue, a jeté un regard neuf sur cette période. Moins école au sens formel que communauté d'impression, abordant l'époque sous des angles différents, mais souvent dans la perspective de l'histoire culturelle au sens large – religion, mentalités, vie intellectuelle –, cette génération d'historiens a poursuivi en l'affinant le travail de réinterprétation entamé par les historiens révisionnistes, investissant des lieux de recherche relativement délaissés par la génération précédente, cherchant à se garder d'enfermer la période de l'après-guerre dans des analyses très restrictives et de gommer ses spécificités dans le contexte québécois.

Les textes publiés dans ce dossier sont tirés de communications données lors du colloque « Les années 1950 : une époque glorieuse ? », tenu en octobre 2013 à l'Hôtel du parlement de Québec sous les auspices de la Société du patrimoine politique du Québec. Aux États-Unis, la période de l'après-guerre est souvent considérée dans la mémoire collective de cette société comme une sorte d'âge d'or marquée par une prospérité économique inédite et par le zénith de la puissance et de l'influence américaine dans le monde. Le titre du colloque est un clin d'œil à cette référence, quelque peu provocant étant donné la réputation négative de la période dans notre propre mémoire collective. Comme la forme interrogative du titre le suggère, l'objectif de ce colloque n'était cependant pas de susciter la controverse, mais bien d'explorer de nouvelles avenues dans la recherche portant les années 1950 au Québec par le biais d'une approche centrée sur des objets ou lieux symboliques importants, des lieux communs significatifs, ainsi que par la comparaison de la société québécoise avec des sociétés proches d'elle afin de mieux saisir les points de convergence entre le Québec et ses partenaires, mais aussi les spécificités de son développement.

Les quatre textes faisant partie de ce numéro abordent des sujets qui ont marqué la politique de l'époque au sens large de différentes manières. La moralité politique est un des filons interprétatifs les plus riches

de la dynamique de la politique des années 1950 au Québec. On sait, par exemple, le succès qu'a connu un Jean Drapeau après avoir enfourché ce cheval de bataille au sein de la Ligue d'action civique. Le premier texte de ce dossier, signé Mathieu Lapointe, se penche sur cet aspect de la vie publique des années 1950. La pensée politique catholique a traditionnellement donné préséance à l'esprit bien inspiré (c'est-à-dire chrétiennement inspiré) de la politique sur les débats relatifs aux structures, secondaires selon elle. Les vifs débats autour de la moralité politique au Québec trouvent donc en partie leur source dans ce terreau intellectuel. Cependant, il y a plus. Dans son texte, intitulé « "Beaucoup trop Chicago" : la campagne de moralité publique montréalaise dans ses contextes internationaux », Lapointe rend à son contexte nord-américain ce mouvement en faveur d'une plus grande moralité publique et politique. La campagne de moralité montréalaise, dont la tête d'affiche était Pax Plante, n'était que l'une des nombreuses campagnes de ce genre ayant eu lieu en Amérique du Nord durant la décennie, fait-il valoir, et l'inquiétude à l'égard de la corruption, de la criminalité et des mœurs dissolues s'est manifestée un peu partout sur le continent à la même époque. Ce texte nuance donc notre compréhension des années 1950 au Québec en inscrivant l'un de ses caractères réputé le plus original, soit sa dynamique sociopolitique, dans la trame nord-américaine, sans toutefois gommer sa spécificité.

Le texte d'Alain Lavigne et d'Andréanne Cantin, « Des campagnes électorales à l'américaine sous Duplessis », jette un regard neuf sur les campagnes électorales menées par l'Union nationale durant les années 1950. Beaucoup a été dit sur les mœurs politiques douteuses qui se manifestaient durant ces campagnes par l'emploi de méthodes aussi peu subtiles que scrupuleuses basées sur l'intimidation et la corruption les plus primaires, mœurs dénoncées d'ailleurs avec fracas dès les années 1950 par les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill dans une petite brochure qui a fait grand bruit étant donné l'état clérical de ses auteurs[1]. Peu, en revanche, a été écrit sur les techniques de publicité et de propagande modernes mises en œuvre par l'Union nationale. Lavigne et Cantin mettent en valeur l'efficacité de ces techniques de *marketing* politique basées sur les principes de la mise en marché des produits de consommation, du profilage des électeurs et de la mise en valeur de la personnalité du chef, qu'ils rapprochent des techniques très avancées employées par le Parti républicain lors de l'élection présidentielle américaine de 1952 qui a porté Dwight D. Eisenhower au pouvoir. Selon les auteurs, ces techniques ont joué un rôle clé dans la domination de la politique québécoise exercée par l'Union nationale durant les années d'après-guerre.

Le troisième texte de ce dossier, « Baby-boom et déclin de la fécondité : l'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au

Québec », signé Danielle Gauvreau et Benoît Laplante, touche de prime abord davantage le domaine social. Le thème de la démographie qu'il aborde constitue cependant en quelque sorte la basse continue de la politique de l'époque. Les débats concernant les structures et le contenu de l'éducation à l'époque, si épineux et imposants que les membres de la Commission Tremblay, par exemple, ont recommandé d'en faire l'objet d'une commission d'enquête en soi[2], en témoignent de manière fort éloquente. Dans cette étude, les deux sociologues font valoir que l'origine du *baby-boom* ne réside pas dans une augmentation du nombre d'enfants au sein des familles, celui-ci diminuant en réalité, mais dans une augmentation du nombre de mariages et par la précocité de ces derniers. Les auteurs laissent ainsi entendre que le *baby-boom* peut être concilié avec les phénomènes de fond qui allaient transformer profondément la dynamique des familles québécoises à partir de cette époque : diminution du nombre d'enfants par famille, augmentation du niveau de vie et, ultimement, remise en question progressive des rôles sexuels.

Le dossier est clos par une note de recherche de Michel Sarra-Bournet, « L'économie du Québec et le modèle libéral duplessiste dans une perspective comparée ». Ce texte portant sur la question économique touche un autre aspect central des débats politiques et idéologiques de l'époque, soit la lancinante question du « retard économique » du Canada français et du Québec par rapport à ses voisins. Sarra-Bournet remet en contexte ce débat sur les plans géographique et chronologique à l'aide de statistiques et d'une comparaison appropriée avec d'autres provinces canadiennes. Il souligne notamment l'importance qui lui paraît centrale, dans ce débat, de tenir compte des mouvements de fond de l'économie continentale nord-américaine, dont le centre de gravité se déplace constamment vers l'ouest tout au long de la seconde moitié du XXe siècle. Dans une conclusion plus personnelle qui ouvre une fenêtre sur les débats actuels, il rappelle que, si les efforts majeurs de réforme de l'État québécois au cours des années 1960 et 1970 n'ont pas pu renverser ce mouvement de fond somme toute défavorable à l'économie québécoise, ils en ont tout de même atténué les effets négatifs. Il faut selon lui prendre garde de discréditer ces efforts sans nuance au nom de l'idéologie néolibérale et de répéter l'erreur commise par certains acteurs de la Révolution tranquille qui ont rejeté d'un bloc tout ce qui les précédait.

Chacun à sa manière, ces quatre textes nuancent et affinent notre compréhension d'éléments clés associés aux années 1950. Ils montrent la valeur de l'analyse comparative lorsqu'elle est menée de manière rigoureuse entre sociétés similaires. Ils montrent surtout à quel point une approche rigoureuse, bien documentée et non polémique de l'histoire est le véritable socle de la progression des connaissances. Ni âge d'or, ni grande noirceur, les années 1950 au Québec ont été une époque de changements

très complexes sur le plan social, économique, politique et culturel, une époque tourmentée et ambiguë, difficile à cerner, dont la recherche est loin d'avoir épuisé tous les secrets.

Notes et références

1. Gérard Dion, et Louis O'Neill. *Deux prêtres dénoncent l'immoralité politique dans la province de Québec*. Montréal, Comité de moralité publique, 1956, 45 p.
2. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, volume III, Analyse des besoins et recommandations, tome 1, La juridiction provinciale*, Québec, Province de Québec, 1956, p. 145-148.